

L'esprit des rencontres Éthique, Finance & Responsabilité

Banque & Finance est partenaire des 7^e rencontres Éthique, Finance & Responsabilité, organisées au Château de Bossey sous l'égide de l'Observatoire de la finance les 3 et 4 octobre prochains. A cette occasion, votre magazine vous propose de faire une incursion dans la problématique de l'éthique financière. Un thème d'actualité que nous déclinons dans les pages qui suivent avec une interview de Paul H. Dembinski, directeur de l'Observatoire de la finance et de contributions de François-Henri Monnet et Jean-Pierre Méan. Le débat est ouvert.

Propos recueillis par
Mohammad FARROKH

Paul H. Dembinski a contribué à créer en 1996 à Genève l'Observatoire de la Finance. Egalement professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg, Paul Dembinski mène une réflexion originale qui commence à susciter un réel écho dans les milieux financiers. Interview.

Banque & Finance: D'où est née l'idée d'une rencontre annuelle autour du thème «Éthique, Finance & Responsabilité»?

PAUL H. DEMBINSKI: L'Observatoire de la Finance a pour vocation de promouvoir la prise en compte des exigences du bien commun, dans et par les activités financières, à travers un dialogue constant et une réflexion critique, impliquant aussi bien les opérateurs financiers que les intellectuels. C'est donc tout naturellement que nous avons mis en place des rencontres annuelles, l'idée étant d'en faire un lieu d'échanges et de discussions, moment essentiel dans le processus intellectuel. La réflexion part de la finance pour déboucher sur ses applications mais aussi sur ses limites. Pendant la rencontre de cette année, qui se tient grâce au soutien de la

Fondation Genève Place Financière et de la Loterie Romande, nous allons, par exemple, aborder des thèmes tels que finance et médecine, politique et lobbying, éthique et fiscalité, etc.

B&F: Peut-on déceler une évolution des esprits et des thèmes abordés en cinq ou six ans?

P.H.D.: Durant ces six dernières années, nous avons remarqué une évolution de l'importance des préoccupations éthiques. Il y a six ans encore, parler d'éthique et de finance paraissait incongru. Maintenant, le thème de l'éthique est devenu un enjeu, ce qui l'expose aussi à une certaine forme de récupération. Alors qu'il y a une dizaine d'années encore, le terme était peu utilisé, on assiste maintenant à une banalisation qui ne va pas sans passablement de confusion.

Pendant nos rencontres, les préoccupations d'éthique et de responsabilité se déclinent désormais dans plusieurs dimensions tant micro que macroéconomiques. Car la financiarisation croissante de la société ne se limite pas à une simple question technique, elle s'accompagne d'une transformation systémique plus profonde. Ceci a été mis en évidence avec la publication du rapport *Finance servante ou finance trompeuse?* (Desclée de Brouwer, Paris, 2008). Les rencontres évoluent au rythme de l'actualité et des préoccupations des participants. Certains thèmes sont ensuite repris dans la revue *Finance & the Common Good/Bien Commun*, créée en 1998.

B&F: Quels ont été les points forts des dernières rencontres Éthique, Finance & Responsabilité?

P.H.D.: La rencontre de 2007 a été marquée par la première cérémonie de remise du Prix Robin Cosgrove-Éthique en Finance, destiné aux jeunes de moins de 35 ans, ainsi que par le succès du workshop consacré à Emilio Fontela, l'ancien directeur du département d'économétrie de Genève et membre de notre Conseil de fondation, qui venait de décéder. Nous avons décidé de pérenniser sa mémoire par une conférence annuelle qui aura lieu dans le cadre des rencontres Éthique, Finance & Responsabilité. Cette année, c'est Stefano Zamagni, professeur d'économie à l'Université de Bologne, qui a accepté de donner la première des «Emilio Fontela Lectures in Economics & the Common Good».

B&F: Quel est l'impact de ces réflexions sur les opérateurs du secteur financier?

P.H.D.: A la base, ce type de rencontre s'adresse à trois types de publics: universitaires, consultants à la recherche d'idées utilisables dans un service ou un produit, et last but not least, opérateurs venus directement du secteur financier. Ces derniers sont encore peu nombreux, peut-être parce que l'Observatoire de la finance ne propose pas de check-lists, de labels ou de procédures susceptibles de faciliter la vie aux entreprises et aux opérateurs. L'idée est que toute personne a une marge de liberté et doit l'utiliser, et pas seulement appliquer

des recettes toutes faites. En d'autres termes, l'éthique est l'application à une situation concrète des valeurs de la personne qui prend une décision.

B&F: Justement. Comment peut-on définir une démarche éthique?

P.H.D.: C'est une manière de prendre des décisions qui consiste à mettre les exigences de rentabilité financière en rapport avec le contexte et la mesure du possible. Auparavant, un produit ou même un service, avaient une qualité intrinsèque et la question de la commercialisation ou du prix ne se posait que dans un second temps. Maintenant, la qualité du produit est devenue variable en fonction du prix. Dans ce contexte, une entreprise éthique est celle qui fait attention non seulement à la qualité intrinsèque de ses produits ou services et à son organisation interne, mais aussi à leur utilité pour les usagers et à l'impact de ces produits sur l'environnement et la société.

B&F: Cette approche s'applique à une entreprise qui fabrique un produit. Mais comment définir l'éthique dans le secteur financier?

P.H.D.: Les activités financières sont des activités d'intermédiation, ce qui pose la question du rapport entre les intérêts bien compris du client et ceux de l'intermédiaire. Les questions sont de trois ordres: collecte des fonds, mode de gestion et utilisation des fonds. Potentiellement, le conflit d'intérêts est inhérent à toute activité d'intermédiation, la question éthique étant celle de savoir comment le maîtriser. Celui qui veut agir dans le cadre d'une approche honnête doit avoir ces questions à l'esprit.

B&F: La publication de votre livre *Finance servante ou finance trompeuse?*, intervient en pleine crise des marchés. Est-ce une coïncidence?

P.H.D.: C'est un livre dont le processus d'élaboration a été assez long. Cela fait quatre ans que nous réfléchissons à une synthèse sur la base des thèmes abordés dans le cadre de l'Observatoire de la finance. Je mettais la dernière main à ce livre, en août 2007, c'est-à-dire à un moment qui coïncide à peu près avec le début de la crise des subprimes. De fait, celle-ci apporte une illustration concrète à notre analyse et montre sa pertinence. En effet, le nœud de notre argumentation est précisément de



«On en arrive à pousser les gens à s'endetter même s'ils n'en ont pas les moyens pour pouvoir vendre une relation qui n'en est plus une, mais est devenue un produit financier»

PAUL H. DEMBINSKI – OBSERVATOIRE DE LA FINANCE

montrer que la crise fait apparaître une dérive systémique, à partir d'une tendance très présente dans la finance contemporaine. Je veux parler de la modification radicale des rapports entre la transaction et la relation, piliers de la vie économique.

Or, les subprimes illustrent une inversion du rapport entre la relation et la transaction. Le prêt hypothécaire de qualité inférieure (subprime) ne s'inscrit pas dans le cadre d'une relation de financement traditionnelle entre deux parties, qui présuppose une collaboration dans la perspective d'une finalité commune. Il a, au contraire, été conçu pour faire l'objet d'une transaction, pour permettre à l'une des parties de se dégager de la relation et prendre ses bénéfices. On en arrive à pousser les gens à s'endetter même s'ils n'en ont pas les moyens pour pouvoir vendre une relation qui n'en est plus une, mais est devenue un produit financier.

B&F: La relation qui prévaut sur la transaction: n'est-ce pas une vision idéalisée de la réalité économique?

P.H.D.: Tout est question de proportions. Si la relation prédomine trop largement, on n'est pas loin d'une société fermée au sens

de Karl Popper où les rôles sont contraignants. A l'inverse, dans une société où seule compte la transaction, on assiste à une redistribution permanente des rôles et des biens. C'est la tendance de ces trente dernières années, marquée par une non-responsabilité, qui aboutit à la crise des subprimes. Cela signifie que l'efficacité allocative est privilégiée par rapport à l'efficacité productive.

B&F: Quelles sont ces conséquences, de façon plus concrète?

P.H.D.: L'instrumentalisation systémique de la relation à des fins de transaction entraîne le besoin de toujours plus de contrôles, de validation, de ranking, d'évaluations. Une telle généralisation de la méfiance inhibe les relations, donc les capacités créatrices de l'économie. Paradoxalement, les coûts des transactions deviennent plus élevés, alors que la tentation du cash out, de la prise de bénéfices immédiate, finit par perturber le fonctionnement des marchés et prétérite la croissance économique. Le souci de l'éthique, qui doit donc déboucher sur une certaine auto-modération, rejoint ainsi le souci de la préservation d'un système économique basé sur la liberté tant économique que politique. ■ *M.F.*